

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 9 mai 1986

La séance est ouverte à 11 heures.

### DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

#### L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES MODIFICATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS—LES  
PRÉRETRAITÉS

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie):** La semaine dernière, monsieur le Président, j'étais dans la région de Québec pour rencontrer les gens qui ont été «coupés» par ce gouvernement conservateur: les préretraités. Je tiens à informer tous les députés de la Chambre que la semaine prochaine, ces gens vont être ici, dehors sur la Colline, pour manifester. J'invite donc les députés conservateurs à exprimer leur opinion sur ce dossier. Là-bas, les gens me disaient: Monsieur Malépart, est-ce que ce serait possible pour moi aussi d'obtenir un prêt sans intérêt comme l'épouse du ministre a pu le faire? Cela remplacerait les coupures odieuses que le gouvernement a faites au niveau des préretraités.

Monsieur le Président, je termine en félicitant le député de Kamouraska—Rivière-du-Loup (M. Plourde) qui, lui, a eu le courage de défendre les intérêts de ses électeurs et de s'opposer à la décision de son gouvernement.

\* \* \*

[Traduction]

#### LA SANTÉ

LES PLUIES RADIOACTIVES AU CANADA—LES CONSÉQUENCES  
DE L'ACCIDENT NUCLÉAIRE EN UKRAINE

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, on a averti tous les Canadiens de ne pas boire l'eau de pluie, parce que les quantités d'iode radioactif détectées à Ottawa étaient six fois supérieures à la valeur admissible pour l'eau de boisson. Pour tout le Canada on ne prélève des échantillons qu'à 28 endroits et on ne fait pas connaître les résultats quotidiennement comme on l'avait promis. Personne ne met en doute la validité des mesures sur le terrain, mais de nombreux Canadiens s'inquiètent du peu de sites d'échantillonnage. Par exemple, pour toute la Colombie-Britannique on ne prélève des échantillons qu'à Vancouver. Pourtant, c'est cette province que le nuage radioactif de Tchernobyl a atteint en premier. En dépit d'efforts répétés pour obtenir des renseignements, le gouvernement fédéral maintient un secret qui n'est pas tellement différent de celui de l'Union soviétique, qui a pourtant été vertement critiquée.

Quels sont les niveaux véritable d'iode, de césium, de ruthénium 103 et d'autres éléments radioactifs? Quels en sont les niveaux dans le lait, le poisson conservé dans des étangs alimentés par de l'eau de pluie ou provenant de régions à très forte pluviosité comme les îles Reine-Charlotte? Il me semble que l'effort d'urgence aurait pu être plus scientifique et mieux dirigé en fonction des craintes de tous les Canadiens pour leur santé.

\* \* \*

#### LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL

LA FERMETURE DU PARC AU PUBLIC

**M. Barry Turner (Ottawa—Carleton):** Monsieur le Président, je suis encore une fois stupéfié. Les agents de sécurité en civil du Parlement ainsi que les agents de la Gendarmerie royale qui protègent certaines ambassades à Ottawa sont maintenant armés, pour la première fois, d'armes automatiques. Cette semaine, la Commission de la capitale nationale, le ministère des Travaux publics et la GRC ont décidé de fermer pour la première fois les grilles de Rideau Hall, la résidence du gouverneur général. On peut encore y aller sur invitation, mais les coureurs, les marcheurs, les patineurs, les sportifs, les touristes, les habitants de la région et tous les autres Canadiens ne sont plus les bienvenus dans ce magnifique parc public. Les promoteurs de la région se disputeront bientôt l'excédent de terrain pour y bâtir des maisons.

S'il faut enfermer le gouverneur général, pourquoi ne pas annuler aussi tous ses déplacements? Il y a peut-être des cinglés en Libye, mais notre Fonction publique en compte un bon nombre elle aussi, semble-t-il.

\* \* \*

● (1105)

#### LA CONDITION FÉMININE

L'ORGANISATION REAL WOMEN—LES CRITIQUES FORMULÉES  
PAR UNE FONCTIONNAIRE

**M. John Gormley (The Battlefords—Meadow Lake):** Monsieur le Président, j'estime ainsi que de nombreux Canadiens que, en toute justice, l'organisation REAL Women devrait recevoir les mêmes subventions du gouvernement fédéral que les autres groupements de femmes. Certaines personnes considèrent néanmoins REAL Women comme une menace. D'après la *Gazette* de Montréal, Lyse Blanchard, directrice du Programme de la femme au Secrétariat d'État, considère que l'organisation REAL Women est «un groupe marginal antidémocratique». Elle ajoute que cela l'ennuie de voir le ministre accorder autant d'intérêt à ce groupe. Cette attitude est non